

SRINIVASAN, T.N. *Developing Countries and the Multilateral Trading System : From the GATT to the Uruguay Round and the Future*. Boulder, Westview Press, 1998, 140 p.

Nicolas Schmitt

Volume 29, numéro 4, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703967ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703967ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Schmitt, N. (1998). Compte rendu de [SRINIVASAN, T.N. *Developing Countries and the Multilateral Trading System : From the GATT to the Uruguay Round and the Future*. Boulder, Westview Press, 1998, 140 p.] *Études internationales*, 29(4), 993–995. <https://doi.org/10.7202/703967ar>

**Developing Countries and  
the Multilateral Trading System:  
From the GATT to the Uruguay  
Round and the Future.**

*SRINIVASAN, T.N. Boulder, Westview  
Press, 1998, 140 p.*

Le nouveau livre de T.N. Srinivasan, un des meilleurs experts en économie du développement et professeur à l'Université Yale, a pour but d'examiner le rôle du système multilatéral des échanges du point de vue des pays en voie de développement. Le livre se divise en deux parties distinctes. La première est constituée de cinq courts chapitres retraçant les étapes importantes du système multilatéral des échanges depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cette première partie concentre son analyse sur l'effet du GATT pour les pays en voie de développement depuis le premier accord de Genève de 1947 jusqu'au plus récent accord dit de l'Uruguay Round (UR), qui a donné naissance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995. La deuxième partie de l'ouvrage (chap. 6 à 10) explique en détail les principales difficultés des pays en voie de développement avec le système multilatéral des échanges. C'est la partie centrale du livre.

L'accord de l'UR est généralement considéré comme un grand succès. En effet, non seulement il corrige plusieurs faiblesses du GATT, mais il étend la discipline du GATT à plusieurs autres domaines dont les services; il remplace les quotas par des tarifs dans les secteurs de l'agriculture et des textiles; il renforce la propriété intellectuelle ainsi que les mécanismes de résolution des disputes entre États concernant les échanges internationaux. Les pays en voie de développe-

ment, particulièrement les plus pauvres d'entre eux, ont une évaluation beaucoup plus nuancée de ces succès. T.N. Srinivasan identifie huit raisons principales à cette méfiance.

Premièrement, l'OMC est encore fragile puisque n'importe quel membre peut se retirer de l'organisation avec un simple préavis de 6 mois. D'autre part, le pouvoir individuel des États a encore un poids considérable (chap. 2 et 6). Le chapitre 6 illustre ces problèmes avec le cas de l'accord sur les échanges dans le secteur des services et les procédures de résolution des disputes. Deuxièmement, jusqu'au dernier accord en date, les pays en voie de développement n'ont guère eu d'influence sur les négociations du GATT, essentiellement parce qu'ils étaient plus intéressés par l'obtention de traitements de faveur des pays du Nord, que par la bonne marche de l'organisation et le fonctionnement du système des échanges (chap. 3 et 4). L'accord de l'UR a eu plus de succès avec les pays en développement précisément parce qu'ils y ont pris une part plus active après que la plupart d'entre eux ont renoncé aux politiques de substitution aux importations si populaires durant les années 60 et 70. Même si les pays en voie de développement ont aujourd'hui plus d'influence, ils savent qu'ils doivent rester particulièrement vigilants car les instincts protectionnistes du Nord peuvent facilement remettre en question les engagements visant à éliminer les barrières aux échanges.

Troisièmement, les gains de la libéralisation des échanges sont non seulement faibles, voire même négatifs, pour la plupart des pays du Sud mais, en plus, leur distribution est

très inégale (chap. 5). C'est le cas parce que les pays du Nord ont déjà libéralisé la majeure partie de leur commerce et que le secteur des textiles, qui intéresse le plus les pays du Sud, bénéficiera encore d'une protection substantielle même après l'élimination de l'accord multifibre. En plus, même si le secteur agricole, un autre secteur important pour les pays du Sud, est désormais un secteur comme un autre du point de vue de l'OMC, son degré de libéralisation est encore très faible. En définitive, ce sont les pays du Nord qui bénéficient le plus de l'Uruguay Round.

Quatrièmement, pour les pays du Sud, les nouveaux accords sur les services, la protection intellectuelle, les mesures anti-dumping n'auront pas forcément que des effets positifs car la plupart des marchés concernés y sont peu développés (chap. 6). Même le renforcement des règles visant à résoudre les conflits n'a pas que des aspects positifs. Ces nouvelles règles exigent souvent des informations ou une expertise dont les pays du Sud ne disposent pas. En plus, les pays les plus puissants préfèrent souvent régler leurs problèmes de manière bilatérale (us et Japon) plutôt que de passer par l'OMC. Clairement, le système de résolution des conflits en ressort affaibli. C'est de mauvaise augure pour les pays du Sud puisque les mécanismes de résolution en place constituent la meilleure garantie contre les abus des pays les plus puissants.

Cinquièmement, la multiplication des accord régionaux, souvent liés aux problèmes de fonctionnement du système multilatéral des échanges, ne bénéficie pas forcément aux pays en voie de développement. Pour eux,

une libéralisation unilatérale des échanges sur la base du principe de la nation la plus favorisée reste la meilleure politique (chap. 7). Sixièmement, une des menaces sérieuses pour les pays du Sud est le lien souvent évoqué entre l'accession aux marchés du Nord et leur performance dans des domaines non reliés aux échanges, que ce soit la protection de l'environnement ou la réglementation du travail (chap. 8). Il est normal et souhaitable qu'il y ait diversité, par exemple, en matière de protection de l'environnement, car une telle protection dépend plus de différences technologiques entre États, de la dotation des facteurs et du niveau de développement que de standards absolus.

Septièmement, il existe des contraintes domestiques sérieuses qui rendent difficile pour les pays du Sud de bénéficier de tous les gains de l'Uruguay Round (chap. 9). Cela inclut aussi bien une infrastructure des transports mal développée, des marchés financiers embryonnaires, qu'un environnement légal souvent mal adapté à une économie de marché. Malgré ces contraintes, le chapitre 9 conclut que les pays du Sud n'ont guère d'autre choix que de réformer leur économie et de s'ouvrir au monde. De plus, ils ne doivent pas attendre d'avoir réformé leur économie pour s'ouvrir au monde.

Huitièmement, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce vont sans doute de plus en plus coopérer d'autant plus que l'OMC a maintenant des fonctions importantes sans avoir toutes les ressources pour les mener à bien (chap. 10). Quoique souhaitable, cette coopéra-

tion risque d'être au désavantage des pays du Sud. En effet, une institution peut les pénaliser si les contraintes imposées par une autre d'entre elles ne sont pas respectées. C'est d'autant plus un risque que le nombre de voix au sein de chacune d'elle est souvent fonction du 'poids' économique. Ainsi les pays industrialisés peuvent par ce biais exercer une pression importante sur les pays du Sud.

En définitive, l'accord de l'Uruguay Round et la naissance de l'OMC sont certainement bénéfiques pour les pays du Sud, mais les risques de dérapage sont aussi importants. Selon T.N. Srinivasan, la meilleure manière d'obtenir des gains est l'ouverture économique que ce soit en rendant les marchés plus transparents et en créant un climat sain pour les investissements. Pour y arriver, les premières étapes consistent à libéraliser les échanges, rendre les monnaies convertibles et abolir les restrictions aux investissements. Puis viendront les réformes des secteurs industriels, financiers et des transports. Même si ces dernières étapes sont plus difficiles que les premières, elles sont essentielles pour obtenir des gains importants aux échanges et aux investissements.

Ce livre est très utile pour tous ceux qui veulent comprendre les implications des différents accords multilatéraux pour les pays en voie de développement, particulièrement celui de l'Uruguay Round. Il constitue aussi un bon survol de la littérature évaluant les gains et coûts de ces accords. Le message principal que nous retirons de ce livre est que les pays en voie de développement n'ont guère d'autre choix que de s'ouvrir au

reste du monde et de réformer leurs économies. On a le sentiment que même si les gains de la libéralisation des échanges sont relativement faibles pour ces pays, ils dépendent plus des réformes internes pour attirer les investissements et améliorer le fonctionnement de leurs marchés que de l'abaissement des barrières aux échanges. Ainsi l'accord de l'Uruguay Round constitue avant tout une opportunité à saisir pour qu'enfin les réformes internes n'aboutissent pas qu'à redistribuer des maigres gains entre quelques privilégiés mais fassent que ces pays puissent engendrer une croissance soutenue qui profite à tous. N'est-ce qu'un vœu pieu? Peut-être mais quelles sont les autres solutions?

Nicolas SCHMITT

*Simon Fraser University,  
Burnaby, Colombie-Britannique, Canada*

### **The Golden Age Illusion : Rethinking Postward Capitalism.**

WEBBER, J. Michael et David L. RIGBY.  
*New York, Londres, The Guilford Press,  
1996, 501 p.*

Qu'on se le dise, l'effondrement du communisme n'a pas fait disparaître pour autant l'intérêt envers la théorie marxiste ou ce que l'on désigne en anglais par l'expression *marxian economy*. La grille d'analyse forgée par Karl Marx trouve toujours son utilité. On sait qu'elle a été développée abondamment à travers le 20<sup>e</sup> siècle soit par les disciples de l'auteur de *Das Kapital* ou par des spécialistes des sciences sociales œuvrant en dehors du courant dominant de la pensée économique néoclassique. Aux États-Unis, on se rapporte ici à la contribution de l'école des économistes radicaux qui ne manque pas d'arguments pour ap-